



HAL
open science

L'antiparlementarisme dans un parti bien représenté au Reichstag, la social-démocratie

Anne Deffarges

► **To cite this version:**

Anne Deffarges. L'antiparlementarisme dans un parti bien représenté au Reichstag, la social-démocratie. Siècles: Cahier du centre d'histoire "Espaces et cultures", 2010, Revue du Centre d'Histoire Espaces et Cultures (CHEC), L'antiparlementarisme entre continuité et mutations (XVIIIe-XXIe siècles) (32), 10.4000/siecles.960 . hal-03826596

HAL Id: hal-03826596

<https://univ-fcomte.hal.science/hal-03826596>

Submitted on 24 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'antiparlementarisme dans un parti bien représenté au *Reichstag*, la social-démocratie

Der Antiparlamentarismus einer im Reichstag stark vertretenen Partei, der Sozialdemokratie

Antiparliamentarism within a Well-Represented Party: Social Democracy in the Reichstag

Anne Deffarges

**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/siecles/960>

DOI : 10.4000/siecles.960

ISSN : 2275-2129

Éditeur

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010

ISSN : 1266-6726

Référence électronique

Anne Deffarges, « L'antiparlementarisme dans un parti bien représenté au *Reichstag*, la social-démocratie », *Siècles* [En ligne], 32 | 2010, mis en ligne le 01 juillet 2013, consulté le 12 juin 2022.

URL : <http://journals.openedition.org/siecles/960> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/siecles.960>

Ce document a été généré automatiquement le 12 juin 2022.

Tous Droits Réservés

L'antiparlementarisme dans un parti bien représenté au *Reichstag*, la social-démocratie

Der Antiparlamentarismus einer im Reichstag stark vertretenen Partei, der Sozialdemokratie

Antiparliamentarism within a Well-Represented Party: Social Democracy in the Reichstag

Anne Deffarges

- 1 L'Allemagne, qui au moment de son unification semble suivre à bonne distance l'évolution prise par l'Angleterre puis la France, est pourtant le premier pays à envoyer siéger au *Reichstag* des députés ouvriers se réclamant du socialisme. Les compétences de ce parlement sont limitées, parce que l'unité est incomplète (les différents États allemands conservent de larges parts de souveraineté) et parce que les lieux de pouvoir sont ailleurs : les véritables détenteurs en sont l'empereur, le chancelier et le gouvernement. Le *Reichstag* n'a d'ailleurs aucune influence sur le choix du chancelier ou la composition du gouvernement. Largement impuissant, sa prérogative se limite à entériner les lois soumises par le gouvernement – il peut aussi les refuser, mais doit alors s'attendre à être dissous. Du point de vue de sa composition sociale, il s'agit d'un parlement de notables : s'y côtoient essentiellement hobereaux, officiers, clergé (protestant), entrepreneurs et banquiers, en somme beaucoup d'hommes à particule¹.
- 2 Mais le *Reichstag* est aussi le principal forum politique du pays. Nous sommes là aux débuts du parlementarisme : les débats trouvent un large écho, les discours sont reproduits dans la presse parfois jusqu'à l'étranger, le parlement rencontre un intérêt qui dépasse le cercle de ceux qui habituellement s'occupent de politique. Et il s'ouvre dès l'origine, en 1867, à quelques représentants du « quatrième état », ce qui ne sera pas pour réjouir les autres députés². L'objet de cet article est d'analyser l'évolution du positionnement du SPD³ par rapport au travail parlementaire, entre le début de son existence, lorsque certains dirigeants affichaient des attitudes antiparlementaires

prononcées, et vingt ans plus tard, lorsque, au sortir des lois antisocialistes, une nouvelle génération de militants critique l'« embourgeoisement » des dirigeants et l'émergence d'une forme d'électoratisme.

Le principe du parlementarisme débattu au sein du SDAP

- 3 Si l'année 1871 marque l'achèvement de l'unité allemande, les principaux fondements en sont posés en 1867 avec la Confédération de l'Allemagne du Nord, le premier État fédéral. La fondation du Reich en 1871 entraîne surtout son élargissement aux États du Sud, et le rôle du parlement, le mode de scrutin, sont alors modifiés seulement à la marge. Bien qu'il s'agisse d'un scrutin majoritaire, des socialistes sont élus au Reichstag en 1867, en 1871 et lors de toutes les élections suivantes.
- 4 Au deuxième tour, seuls les deux candidats arrivés en tête pouvaient se maintenir. Les partis passaient souvent des accords pour faire barrage au SPD, et même quand le candidat social-démocrate était arrivé confortablement en tête du premier tour, il était fréquemment battu au second. En 1871, il fallait en moyenne 9 600 voix à un conservateur pour être élu, contre 62 000 à un social-démocrate ! L'inégalité s'accrut avec le temps, car le découpage des circonscriptions électorales resta le même de 1874 à 1918, période d'urbanisation effrénée, ce qui favorisait les campagnes au détriment des zones urbaines de forte densité. En 1871, chaque circonscription comptait environ 100 000 électeurs, mais en 1912 elles en comptaient entre 12 000 et 300 000⁴. Ces circonscriptions si dissemblables avaient droit chacune à un député.
- 5 Cela étant, le *Reichstag* était élu au suffrage universel, égal, direct et secret, ce qui était particulièrement progressiste pour l'époque et très en avance par rapport aux systèmes fort hétérogènes en vigueur pour les parlements régionaux. Le principal d'entre eux par le poids politique et démographique, le *Landtag* (ou Diète) de Prusse, était élu selon le système dit des trois classes. La somme totale des impôts directs payés à l'État était divisée par trois, les électeurs répartis en trois catégories dont chacune contribuait au tiers de cette somme. Ces catégories étaient inégales par le nombre des individus qui les composaient : la première comprenait quelques très gros contribuables, la seconde un nombre plus important de contribuables moyens et la troisième la grande masse des petits contribuables, mais chacune possédait le même poids électoral. Le système était indirect : les catégories si inégales élisaient le même nombre de grands électeurs ou électeurs secondaires, lesquels élisaient ensuite les députés. Avec ce système, le *Landtag* de Prusse était hermétiquement fermé aux socialistes, et jusque dans les années 1890 le SPD prôna invariablement l'abstention pour cette Diète, tandis qu'il revendiquait le système du suffrage universel égal, direct et secret pour toutes les élections.
- 6 Dans certaines municipalités de Rhénanie, le système des trois classes était également en vigueur, qui conduisit à ce que dans la ville de Essen (Ruhr), l'entrepreneur Alfred Krupp décida seul de l'identité du tiers des conseillers municipaux. Inégalitaire et indirect, le vote n'était pas non plus secret (on votait oralement) et, à l'instar d'autres capitaines d'industrie, A. Krupp donnait à ses ouvriers avant chaque élection l'instruction de ne pas voter social-démocrate.

- 7 Dans les années 1860, les socialistes débattirent longuement de l'opportunité de prendre part aux élections ; ils éprouvaient de l'hostilité envers la politique belliqueuse de Bismarck et voulaient éviter de cautionner, par leur participation, cette politique. Ce sentiment se mêlait chez certains à des tendances antiparlementaires très prononcées. Pour Wilhelm Liebknecht, il était impossible de faire quoi que ce soit dans ce Reichstag qui n'était pas un vrai parlement : dès lors, il proposa en 1867 que les candidats socialistes devraient se contenter de donner lecture d'une protestation, pour se retirer aussitôt après (sans toutefois abandonner leur mandat). Il fut suivi par quelques responsables mais n'emporta pas la décision. La majorité décida toutefois que les éventuels élus se tiendraient à l'écart des travaux parlementaires et devraient en toute occasion protester contre la « politique de fer et de sang » de la Confédération.
- 8 August Bebel fut élu dès la première session du premier parlement allemand, en février 1867. Lors des élections suivantes, au mois d'août de la même année, il conserva son mandat et Wilhelm Liebknecht fut élu à son tour, ainsi que trois membres de l'Association générale des travailleurs allemands⁵, dont Johann Baptist von Schweitzer, son président. Cela marquait les débuts du parlementarisme pour le mouvement socialiste international.
- 9 Les lassalliens entrèrent au Reichstag avec plans de réformes et projets de travail pratique ; les « Internationaux » Bebel et Liebknecht⁶ étaient animés de tout autres intentions. Mais, dès 1868, ils commencèrent à s'écarter de la ligne de conduite protestataire arrêtée un an plus tôt, en proposant une loi visant à substituer des milices populaires aux armées permanentes. En 1869, Bebel prit part aux débats sur le projet de *Code Industriel* et entra dans la commission chargée de l'étudier. Il jugeait que l'intérêt des travailleurs et de la propagande exigeait qu'il siègeât dans cette commission, mais pour Liebknecht qui invoquait les principes décidés en commun, c'en était trop. Les deux hommes en appelèrent à l'arbitrage du parti. Dans une conférence à Berlin, Liebknecht s'adressait ainsi aux ouvriers socialistes pour les convaincre de la justesse de son point de vue contre le pragmatisme de Bebel :
- « La social-démocratie ne doit en aucun cas et sur aucun terrain délibérer avec ses adversaires. On ne peut délibérer que lorsqu'on a une base commune. [...] Les principes sont indivisibles : on les maintient intégralement ou on les sacrifie intégralement.
- La moindre concession de principe est l'abandon du principe. Qui discute avec des ennemis parlementaire ; qui parlementaire pactise⁷. »
- Il combattait ensuite de façon plus explicite encore l'« idolâtrie » du suffrage universel :
- « Quel objet pourrait avoir l'exposition de nos principes au Reichstag ? La conversion des membres de cette assemblée ? Envisager cette possibilité serait non seulement enfantin, mais niais.
- Il serait aussi pratique d'aller dire nos principes aux vagues de la mer – et ce ne serait pas aussi ridicule. [...] Vis-à-vis des classes dirigeantes presque seules représentées au Reichstag, le socialisme n'est plus une question de théorie, mais simplement une question de force qui ne peut pas être résolue dans un parlement, mais seulement dans la rue, sur le champ de bataille, comme toute autre question de force... Pour les peuples aussi bien que pour les princes, la violence dit le dernier mot⁸. »
- 10 L'allusion au discours « de fer et de sang » du chancelier était transparente. Liebknecht poursuivait ainsi :
- « Par nos discours au Reichstag nous ne jetons dans les masses aucune vérité que nous ne puissions beaucoup mieux répandre parmi elles par d'autres moyens⁹. »

- 11 C'est sur ce dernier point qu'un an plus tard les événements allaient le démentir. En effet, lorsqu'en septembre 1870 les députés Bebel et Liebknecht refusèrent d'apporter leur soutien aux crédits de guerre et qu'ils prononcèrent devant le Reichstag des discours hostiles à toute guerre de conquête, le retentissement fut considérable. Le SDAP était encore peu connu, ces prises de positions se heurtèrent à beaucoup d'incompréhension, mais lui valurent aussi de l'estime, surtout quand il s'opposa à l'annexion de l'Alsace-Moselle. Dans un parlement emporté par la liesse patriotique, à force de ténacité les deux députés finirent par convaincre ceux de l'ADAV et même quelques libéraux, qui cessèrent également de voter pour les crédits de guerre après que la III^e République a été proclamée. Selon notre analyse, leurs prises de position furent grandement amplifiées d'avoir été exprimées en plein Reichstag – si elles avaient été le fait seulement du parti, sans passer par cette caisse de résonance, l'écho aurait assurément été moindre. D'autant que de larges extraits des discours avaient été publiés dans la presse internationale. Davantage que les arguments, ce sont les événements qui imposèrent le parlementarisme dans le parti.
- 12 En 1869 encore, Liebknecht avait conclu ainsi le discours évoqué précédemment :
- « Quel but “pratique” ont donc nos discours au Reichstag ?
Aucun. Mais parler sans but est un plaisir de fous.
Pas un seul avantage ! Et maintenant de l'autre côté les désavantages : [...] le peuple conduit à cette illusion de croire que le Reichstag de Bismarck soit appelé à résoudre la question sociale. Et nous devrions “pour des raisons pratiques” parlementer ? Mais il n'y a que la trahison ou l'aveuglement qui puissent exiger cela de nous¹⁰. »
- 13 Quelques mois plus tard, dans un contexte de guerre et de grande tension politique, ses propres discours au Reichstag eurent pourtant des conséquences évidentes, et la social-démocratie put se nourrir pendant des décennies de la force morale dont ses dirigeants firent preuve en cette occasion. Certains travailleurs, encouragés par la fermeté de leurs députés, acquirent le sentiment de constituer une force. Mais en raison du différend qui avait éclaté entre Liebknecht et Bebel et qui divisait les adhérents, la question de la tactique électorale avait été inscrite à l'ordre du jour du second congrès du SDAP, qui se tint juste avant la guerre, au mois d'août 1870. Au dernier moment, les deux dirigeants avaient réussi à se mettre d'accord sur une motion de compromis qu'ils soumièrent en commun à l'assemblée. Adoptée, cette motion stipulait que :
- « [Le parti] devait prendre part aux élections du Reichstag [...], principalement pour des raisons de propagande ; il devait aussi, autant qu'il était possible, prendre part au travail parlementaire dans l'intérêt des classes travailleuses, mais d'une manière générale il devait garder par rapport au travail parlementaire une attitude négative¹¹. »
- 14 Cette motion de conciliation sauvegardait l'unité du jeune parti mais ne réglait rien pour la suite, se contentant d'agrèger deux attitudes opposées par rapport au travail parlementaire. En 1874 encore, un membre du SDAP, Johann Jacoby, juste élu au Reichstag, refusait d'accepter son mandat. Pour justifier son refus de siéger, il écrivit qu'il était impossible de transformer par voie parlementaire un État militaire en un État démocratique. Le SDAP réagit assez mal, qui perdait ainsi l'un de ses dix sièges conquis au prix de tant d'efforts.
- 15 Lors des élections suivantes, celles de 1877, les socialistes obtinrent près de 500 000 voix, soit pratiquement cinq fois plus qu'en 1871. La circonscription où votait le roi de Saxe, celle aussi du plus petit prince d'Allemagne, comme celle en Prusse de

l'Empereur Guillaume lui-même furent toutes remportées par un député socialiste ! Pour le pouvoir, même s'il y avait là surtout un symbole, il soulignait l'urgence de mettre fin à la progression du SAPD. Le chancelier Bismarck recourut alors à ses lois d'exception, il tenta même de retirer aux socialistes jusqu'au droit de vote – mais en cela il échoua.

- 16 Avec l'introduction en 1878 des lois répressives, le débat parmi les socialistes sur le travail parlementaire fut tranché : le parti ne pouvait se permettre de renoncer à cette forme d'action, l'une des seules qui demeurât légale ; les questions qui se posèrent désormais découlaient de ce choix incontesté.

Des questions concernant les modalités du travail parlementaire

- 17 L'origine sociale des candidats aux élections posa d'abord question. Certains militants préféraient faire élire des intellectuels, qui avaient les moyens d'analyser les dossiers et qui risquaient moins que des ouvriers de se rendre ridicules par des fautes de langue. D'autres s'étranglaient d'indignation en entendant ces arguments : n'y avait-il rien de plus grave que des erreurs de déclinaison ? Par ailleurs, les députés au Reichstag ne touchant pas d'indemnité, quitter son travail pendant les sessions parlementaires pour s'installer à Berlin était pratiquement impossible pour un ouvrier, sans compter la forte probabilité de ne pas retrouver d'emploi au retour. Mais certains élus capables de s'assumer financièrement montrèrent bientôt, en se comportant en francs-tireurs, qu'ils n'étaient pas vraiment d'accord avec le parti, ce qui donna lieu à des difficultés d'un autre genre. Le parti choisit de faire élire des travailleurs, quitte à leur verser une compensation financière dès qu'il en eut les moyens. En 1890, vingt-sept de ses trente-cinq députés, soit les trois quarts, étaient ouvriers ou petits artisans. Il s'agissait de souligner l'identité du parti, qui s'était construit explicitement comme parti ouvrier (à une époque où tous les partis étaient des partis de classe), et dont l'écrasante majorité des membres étaient ouvriers.
- 18 Une autre question qui se posa était celle du rôle de la fraction parlementaire. À l'époque de la législation antisocialiste, les députés se comportèrent *de facto* comme une direction du SAPD, y compris ceux qui n'avaient aucune compétence pour cela. Cela peut se comprendre : avec la surveillance policière, les députés étaient seuls à pouvoir se réunir facilement pour se concerter. La fraction parlementaire assumait donc le rôle de direction du parti. Ce qui à la longue ne rendit pas les choses très saines, c'est qu'en raison de l'illégalité de ce dernier, il était difficile d'organiser des assemblées où la tactique des parlementaires aurait pu être débattue ouvertement, voire critiquée ; la base n'était guère en situation d'exercer un contrôle sur les députés. Une partie de la fraction agissait comme si elle était au-dessus ou en-dehors du parti, de façon non démocratique.
- 19 Là aussi, il y eut des dissensions dès l'origine : en 1879, le député Max Kayser prenait position au *Reichstag* sur les droits douaniers puis votait pour ces impôts indirects. Par son geste, en complète contradiction avec la ligne du SAPD (ne pas accorder un sou au gouvernement qui le mettait hors la loi) dont le programme exigeait la suppression de tous les impôts indirects, Kayser violait aussi la discipline du parti¹².

- 20 En 1882, éclata un nouvel incident lorsque des socialistes s'apprêtèrent à voter pour la loi d'assurance-maladie de Bismarck, qui était pourtant à l'évidence un piège grossier – ils se plièrent finalement à la position de la majorité. Au milieu des années 1880, bien que l'historiographie n'en ait pas gardé le souvenir, les dissensions furent particulièrement vives dans le parti et la majorité de la fraction parlementaire se trouva sourdement contestée. Dans la longue période qui va de 1867 à 1890 (légalisation de la social-démocratie), les années 1884-1887 sont les trois seules où le SAPD eut une fraction parlementaire au Reichstag, avec la possibilité de déposer des motions¹³. Paradoxalement, ces trois années sont celles des conflits les plus vifs entre les responsables politiques et les parlementaires.
- 21 En 1885, au plus fort de la crise¹⁴, la fraction parlementaire contestée fit paraître un article dans l'organe central (le *Sozialdemokrat*), où elle expliquait solennellement que c'était elle qui dirigeait le parti et détenait l'autorité, et non le *Sozialdemokrat*. Même cette démarche finit par être contre-productive, car l'organe central, dirigé par les militants les plus compétents, détenait l'autorité morale.
- 22 L'attitude de certains députés socialistes peut s'expliquer par le fait qu'ils ne trouvèrent pas la force d'être en permanence à contre-courant, marginalisés, et eurent tendance à modérer leurs propos. Ils se figuraient que, s'ils ne faisaient pas de vagues, ils sauraient adoucir leurs adversaires, voire les convaincre de l'inutilité de la loi. Quand Bismarck leur reprocha leur attitude négative, certains réfléchirent à des propositions constructives, tandis que les plus radicaux firent de la surenchère en formulant également quelques propositions que Bismarck ne pourrait jamais suivre. Au milieu des années 1880, il y avait ainsi plutôt deux fractions socialistes qu'une seule, et les divergences étaient telles que la scission paraissait inévitable ; la direction n'attendait que la fin des lois antisocialistes pour s'expliquer, c'est-à-dire – même si ce n'était pas dit explicitement – pour exclure la majorité de la fraction.
- 23 Mais, tandis que des députés considérés comme opportunistes finissaient par se ridiculiser à force de mollesse, du point de vue de leurs adversaires rien n'y faisait : ils ne seraient jamais assez modérés¹⁵. Bebel, quant à lui, insistait sur l'idée que les ouvriers devaient se sentir fiers de ceux qui les représentaient et ne cédaient pas face aux adversaires, ce qui leur donnerait le sentiment d'être vengés et les aiderait à trouver eux-mêmes du courage.
- 24 Aux élections de 1887, les résultats progressèrent encore en pourcentage et en voix¹⁶, mais, effet du mode de scrutin majoritaire, le nombre d'élus fut plus que divisé par deux. Étant donné l'ambiance qui régnait au sein de la fraction parlementaire, les dirigeants exprimèrent la satisfaction de ne plus en avoir ! Pour eux, le plus important était dans l'augmentation continue du nombre de voix. Après 1890 encore, quand ils eurent en permanence une fraction, ils expliquèrent que les succès électoraux étaient surtout une manière de mesurer leur progression, et que le plus important était non pas le nombre de députés, mais leur combativité, le fait qu'ils se montrent prêts à s'affronter d'égal à égal avec tous les puissants, attitude qui donnerait aux prolétaires, jusque-là timides et résignés à subir, la conscience de leur force collective.
- 25 Le *Reichstag* n'étant pas le lieu des décisions politiques, d'une certaine manière cela a pu amplifier les succès des socialistes. Comme il n'y avait guère d'enjeu, des ouvriers se sentirent plus libres de voter pour eux et, à certains égards, les obstacles étaient plus faciles à franchir qu'en France, où certains pouvaient considérer par exemple que les radicaux étaient un progrès par rapport aux gambettistes.

- 26 Pour le reste, les principaux dirigeants socialistes continuaient à penser qu'en réalité ils ne pouvaient guère agir au *Reichstag* et que sur bien des problèmes ils n'avaient pas de position précise à défendre. C'est seulement lorsque la question débattue concernait explicitement les ouvriers ou aurait des conséquences pour eux, par exemple sur le travail de nuit des femmes ou les accidents du travail, qu'ils se sentaient tenus de prendre position, comme naturellement lorsqu'il s'agissait du mouvement socialiste.
- 27 Cette question se posa avec acuité lors du deuxième tour des élections de 1890. Dans bon nombre de circonscriptions¹⁷, l'issue du scrutin dépendait de l'attitude des socialistes, et elle avait pour eux une importance capitale. L'avenir de la loi d'exception se jouait. Si les électeurs socialistes s'abstenaient au deuxième tour, une majorité favorable à la prolongation de la loi risquait d'entrer au *Reichstag* ; s'ils votaient pour les adversaires de la prolongation, ceux-ci formaient la majorité et la loi prenait fin. La direction du parti donna pour instruction aux militants que, partout où les voix des socialistes étaient déterminantes, ils votent et fassent voter pour les candidats qui se déclaraient hostiles à la prolongation de la loi, ce qui poussa un certain nombre de démocrates à prendre position explicitement en ce sens. Comme on sait, le nouveau Reichstag mit fin aux lois d'exception.

1890, les arguments des *Jeunes* minoritaires

- 28 En 1890, le SPD sortit de la période de répression numériquement grandi, politiquement renforcé, et en un sens cette période difficile l'avait aidé à clarifier ses positions et à gagner en homogénéité. En ne lui cédant aucune forme de reconnaissance sociale ni politique, le pouvoir le poussa dans une voie de rupture radicale, puisque même les tempéraments timorés n'avaient aucune raison d'espérer une quelconque amélioration. Il comptait désormais des dizaines de milliers de membres aguerris. Plus tard, au XX^e siècle, lorsque le pouvoir se résigna à se donner des interlocuteurs dans le mouvement ouvrier, celui-ci fut progressivement intégré dans la société et, par là même, il perdit sa force explosive.
- 29 Dans les années 1880, les dirigeants disaient n'attendre que la fin de la loi d'exception pour régler son compte à la fraction. En réalité, il n'en fut rien et, en 1890, un autre débat sur le parlementarisme fit des vagues dans le SPD, avec d'autres protagonistes. Le conflit opposa la majorité, dirigée précisément par la fraction parlementaire, et une opposition dite des « *Jeunes* » : nul député ne fut sanctionné ni exclu, au contraire de ces *Jeunes* qui mettaient partiellement en avant les arguments défendus peu auparavant par les Bebel, Singer ou Liebknecht.
- 30 La dispute s'engagea à propos du 1^{er} mai 1890, qui devait être célébré pour la première fois à l'échelle internationale, à charge pour chaque pays de déterminer la forme qu'il donnerait aux manifestations. Pour la direction du SPD, il était impossible d'appeler à une grève alors que la loi antisocialiste était encore en vigueur (jusqu'au 30 septembre), et elle décida d'organiser des manifestations le dimanche suivant le 1^{er} mai. La situation politique était extrêmement tendue, entre le raz-de-marée socialiste aux élections de février 1890, une importante grève de mineurs et les dissensions entre Bismarck et l'empereur Guillaume. Dans ce contexte, une manifestation interdite pouvait fournir le prétexte à des violences policières, voire à une prolongation de la loi. La prudence était habituelle de la part de la social-démocratie, qui veillait toujours à ce que le milieu qu'elle influençait se gardât de répondre aux provocations. Elle savait que si des

hommes, par désespoir, se laissaient aller à une politique de violence, le prétexte serait tout trouvé pour réprimer violemment le parti et stopper sa progression.

- 31 Les *Jeunes*¹⁸ étaient arrivés au SPD récemment et souhaitaient faire du 1^{er} mai une démonstration de force. Ils étaient impatients d'en découdre, avaient l'impression que, pour une partie de la direction, les objectifs de transformation sociale n'étaient plus que rhétoriques. Celle-ci jugeait qu'ils n'évaluaient pas bien la situation et étaient prêts, pour la satisfaction d'un coup d'éclat sans lendemain, à compromettre l'avenir. Mais elle se comporta avec maladresse et le débat s'envenima encore après le 1^{er} mai. Les *Jeunes* reprochèrent à la direction de s'embourgeoiser, de sombrer dans le parlementarisme, l'électoratisme. Ces reproches ne différaient guère de ceux adressés cinq ans plus tôt par la direction à la fraction parlementaire. Ils employaient en partie, parfois mot pour mot, les arguments énumérés vingt ans plus tôt par W. Liebknecht sur l'inutilité, sinon le caractère nuisible du travail parlementaire.
- 32 Il y eut plusieurs tentatives de conciliation, le parti organisa pour en débattre des rassemblements qui connurent une grande affluence : plus de 10 000 personnes y assistèrent à Berlin¹⁹. August Bebel, dont l'autorité morale était considérable, s'y exprima au nom de la fraction parlementaire contre les *Jeunes*, et des résolutions furent adoptées qui condamnaient leurs positions.
- 33 Le débat reprit de plus belle l'année suivante, lors du congrès d'Erfurt de 1891, qui devait adopter un nouveau programme plus clairement marxiste, puisque le parti était légalisé. Un jeune dirigeant, Georg von Vollmar, y tint des discours qui choquèrent des militants²⁰, puisqu'il recommandait de coopérer avec le gouvernement dans une série de domaines. Ses propos furent condamnés, mais il ne subit aucune autre sanction, tandis qu'à ce même congrès deux porte-parole des *Jeunes* furent exclus²¹, ce qui entraîna la démission de trois autres de leurs délégués. Le seul député à sympathiser avec eux, Max Schippel, se retira des débats arguant de ses nerfs fragiles. Les *Jeunes* firent savoir que le SPD était plus indulgent avec les déviations électoralistes qu'avec sa gauche²².
- 34 De fait, il n'est pas inintéressant de comprendre pourquoi, à cinq ans d'intervalle, des dirigeants du parti dénoncent d'abord leurs députés pour être trop timorés ou consensuels, tandis qu'ensuite une tendance qui émet le même genre de critiques est combattue par la même direction. Nous ne pensons pas qu'il y ait eu de la part du parti, à ce moment-là, de réel revirement. Depuis toujours, le SPD était confronté à la difficulté d'articuler et de concilier deux niveaux de revendications, celles immédiates et accessibles, et celles possibles seulement dans le cadre d'une république²³. L'équilibre ne fut jamais facile à trouver. Les socialistes obtenaient toujours plus de voix aux élections et plusieurs centaines d'entre eux siégeaient dans les conseils municipaux, ce qui les poussait à se familiariser avec de nombreuses questions techniques, scolaires, sanitaires ou concernant le logement. Pris par des tâches administratives, y avait-il danger de perdre de vue l'objectif général ? Karl Kautsky analysait leur situation de ce point de vue en 1893 :

« La situation actuelle recèle le danger que nous ayons l'air un peu plus modérés que nous ne le sommes en réalité. Plus nous nous renforçons, plus les tâches pratiques se trouvent au premier plan, et plus nous devons élargir notre agitation au-delà du cercle du prolétariat industriel, plus nous devons nous méfier de provocations inutiles ou même de menaces gratuites. Il est très difficile alors de garder la juste mesure des choses, de répondre pleinement aux exigences du

présent sans perdre des yeux l'avenir, de se préoccuper des pensées des paysans et des petits bourgeois sans renoncer au point de vue prolétarien [...]»²⁴.

- 35 Les arguments des *Jeunes* n'étaient pas tous irrecevables pour le parti, mais celui-ci craignait de leur part des dérives putschistes ou anarchistes et visait aussi le comportement de certains porte-parole, accusés de ne pas être loyaux. Lorsque deux ans plus tard, en 1893, Eduard Bernstein proposa pour la première fois la participation du SPD aux élections si inégalitaires pour le Landtag de Prusse, ce fut une levée de boucliers. Et en 1894, Bebel monta au créneau contre l'opportunisme de Vollmar avec autant de détermination qu'il l'avait fait contre les *Jeunes*. En devenant un parti de masse, le SPD fit dès les années 1890 des tentatives pour s'implanter dans des milieux plus larges que le milieu prolétarien, ce qui ne se fit pas sans quelques remous. À Vollmar qui vota pour le budget du *Land* de Bavière, il fut reproché de sacrifier, dans sa défense de la petite et moyenne paysannerie bavaroise, les domestiques de ferme, journaliers et ouvriers agricoles qui devaient être la priorité du parti. Bebel expliqua que, si ce dernier le suivait, il s'embourgeoiserait d'une manière intolérable²⁵.
- 36 En réalité, il y a un effet de loupe sur l'épisode de 1890-1891. Dès l'époque, alors que la social-démocratie sortait juste des lois d'exception et était l'objet de toutes les spéculations, la presse s'en empara, faisant grand bruit d'un risque d'implosion du parti. Les dissensions du milieu des années 1880 n'avaient pas été moins violentes et n'avaient pas concerné moins de monde ; mais elles s'étaient déroulées dans le secret imposé par la législation antisocialiste et n'avaient de ce fait jamais été ébruitées. Avec la postérité que l'on sait du SPD, son tournant assumé vers le réformisme, beaucoup de commentateurs ont ensuite glosé sur cette opposition des *Jeunes*, leur prêtant des facultés de visionnaires. Ils ont offert de cet épisode la lecture classique des jeunes mus par un idéal, tandis que les anciens évolueraient vers plus de respectabilité et finalement l'intégration sociale.
- 37 En 1890, cependant, on n'en est pas du tout à une direction « repue » ou aspirant à la tranquillité. Le souci des dirigeants est la clarification idéologique du parti et de ne pas menacer immédiatement la relative liberté à peine acquise, de ne pas compromettre l'avenir au nom d'une action d'éclat peut-être couronnée de succès, mais ponctuelle et limitée. Eux que les *Jeunes* suspectent d'embourgeoisement firent encore de nombreux séjours en prison. Ces hommes ont été personnellement impressionnés de voir combien les élections et le parlement en particulier contribuèrent au rayonnement et au développement de leur parti. D'un côté, ils expliquaient que les élections étaient impuissantes à changer les choses ; de l'autre, ils étaient pénétrés de l'expérience contraire : elles avaient grandement contribué à la transformation de leur petit groupe en un large parti de masse. Ce parti qui méprisait le travail parlementaire se renforça pendant des décennies, trouva une audience et de nouvelles recrues au travers des élections et de ses élus dans les municipalités, les *Landtags*, et tout particulièrement au *Reichstag*.

NOTES

1. Voir Hans-Ulrich Wehler, *Das Deutsche Kaiserreich 1871-1918*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1994, p. 85.
2. Wilhelm Liebknecht, *Erinnerungen eines Soldaten der Revolution*, Berlin, Dietz Verlag, 1976.
3. SDAP, sigle du parti social-démocrate entre 1869 et 1875 pour *Sozialdemokratische Arbeiterpartei*, Parti ouvrier social-démocrate. Après la fusion du SDAP et de l'ADAV de Lassalle, entre 1875 et 1890, le parti s'appelle SAPD pour *Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands*, Parti ouvrier socialiste d'Allemagne. Toutefois, dans les cas où il s'agit de ce parti en général, c'est-à-dire en dehors d'une époque précise, nous utilisons ici le sigle de SPD d'après son nom le plus connu, qu'il prendra à partir du retour à la légalité en 1891.
4. Il fallait à un candidat environ 12 000 électeurs pour être élu député dans la circonscription de Schaumburg-Lippe, mais 300 000 dans la circonscription berlinoise de Teltow-Charlottenburg. Pour ces deux exemples, les données sont tirées du Site Internet du DHM, Deutsches Historisches Museum, consulté en juin 2012 à la page « *Reichstagswahlen, Mandate und Stimmen der Sozialdemokratie* ». Voir aussi H.-U. Wehler, *Das Deutsche Kaiserreich*, [...], p. 82.
5. L'association de Ferdinand Lassalle, ADAV (*Allgemeiner Deutscher Arbeiter-Verein*).
6. Surnommés ainsi car membres de l'Internationale (A.I.T.), ils fondent en 1869 le SDAP, un précurseur du SPD.
7. Conférence de W. Liebknecht sur le parlementarisme tenue le 31 mai 1869 à l'Association ouvrière démocratique de Berlin. Wilhelm Liebknecht, *Über die politische Stellung der Sozialdemokratie insbesondere mit Bezug auf den Reichstag*, Neue unveränderte Auflage, Berlin, Expedition des « *Vorwärts* », Berliner Volksblatt (éd. Thomas Glocke), 1893, p. 12.
8. *Ibid.*, p. 13-14.
9. *Ibid.*
10. *Ibid.*, p. 14.
11. *Ibid.*
12. Voir à ce sujet la circulaire de K. Marx et F. Engels de septembre 1879 à A. Bebel, W. Liebknecht, W. Bracke, cit. in Friedrich Engels, Karl Marx, *La Social-démocratie allemande*, Union générale d'éditions, 1975, p. 133-150, not. p. 139.
13. Il fallait pour cela avoir au minimum quinze députés.
14. Crise déclenchée par le vote de certains députés socialistes pour des subventions maritimes, une prise de position considérée comme intolérable par les autres députés et la direction politique, qui prirent position ouvertement contre ce vote, en particulier dans ce *Sozialdemokrat* qui faisait référence.
15. Ajoutons que les expulsions de territoire et les séjours en prison ne les épargnaient pas plus que les députés plus radicaux.
16. Le SAPD obtint 225 000 voix de plus qu'en 1884.
17. En particulier celles dans lesquelles les candidats du SAPD obtenaient une forte minorité.
18. Cette tendance des *Jeunes (die Jungen)*, surnommée ainsi car leurs porte-parole l'étaient, comptait un peu moins de deux-cents membres.
19. Les rassemblements eurent lieu en août 1890 à Dresde, Magdebourg et Berlin, trois villes où les *Jeunes* étaient bien représentés. Voir Gustav Auernheimer, *Genosse Herr Doktor. Zur Rolle von Akademikern in der deutschen Sozialdemokratie, 1890-1933*, Giessen, Focus-Verlag, 1985, p. 67.
20. Discours dit de l'Eldorado (*Eldorado-Reden*).
21. Il s'agit de Wilhelm Werner et Carl Wildberger, auxquels il était reproché d'avoir calomnié leur parti dans des tracts.

22. Certains constituent un groupe de socialistes indépendants, dont une partie évolue vers l'anarchie, tandis que d'autres (Hans Müller, Paul Kampffmeyer, Max Schippel) firent la paix avec le SPD pour intégrer au contraire son aile droite et parfois rejoindre le courant révisionniste.

23. Il était interdit en Allemagne de revendiquer la république.

24. Karl Kautsky, *Der Weg zur Macht*, Francfort /Main, Europäische Verlagsanstalt, 1972, p. 59 (il existe une traduction française de cet ouvrage : K. Kautsky, *Le Chemin du Pouvoir*, Paris, Éditions Anthropos, 1968).

25. Pendant la décennie 1890, il y eut de nouvelles menaces de lois d'exception, et d'autres sur le suffrage universel pour le Reichstag. Pour répondre à cette régression du droit électoral, d'imposantes manifestations se déroulèrent, qui un temps menacèrent de devenir insurrectionnelles : la mobilisation de rue venait au secours du droit de suffrage.

RÉSUMÉS

La social-démocratie, qui dès sa fondation a su envoyer des élus siéger au Reichstag, fut traversée dès l'origine par des dissensions sur le travail parlementaire. Elles portèrent sur son principe même ainsi que sur des questions concrètes, concernant le degré d'implication des socialistes dans les parlements ou encore la place accordée dans le parti à la fraction parlementaire. L'objet de cet article est de comparer le positionnement du SPD dans sa jeunesse, lorsque certains dirigeants affichaient des attitudes antiparlementaires prononcées, et vingt ans plus tard, quand une tendance minoritaire reprocha aux mêmes dirigeants leur électoralisme. De fait, le SPD qui professait un certain mépris envers le travail parlementaire se renforça pendant des décennies notamment au travers des élections et de ses élus, le Reichstag lui permettant de trouver tout à la fois une audience et de nouvelles recrues.

Obwohl die Sozialdemokratie als erste Arbeiterpartei Europas seit ihrer Gründung stets im Reichstag vertreten war, hat die parlamentarische Tätigkeit innerhalb der Partei immer wieder zu Auseinandersetzungen geführt. Diese betrafen sowohl den eigentlichen Sinn derselben wie auch konkrete Fragen, nämlich in welchem Maße die Sozialisten sich im Parlament einsetzen sollten oder auch die der Reichstags fraktion zugewiesene Rolle in der Partei. In diesem Artikel werden die Stellungnahmen der jungen SPD in den 1860-1880er Jahren mit jenen in den Jahren 1890 und 1891 verglichen, als die Opposition der sogenannten *Jungen* die Parteiführung des Parlamentarismus bezichtigte. Diese Partei drückte zwar eine gewisse Verachtung gegenüber der Arbeit im Parlament aus, doch wurde sie ständig mächtiger gerade durch die Wahlen und ganz besonders durch den Reichstag, der ihrer Propaganda eine unerhörte Resonanz verlieh und ihr des Weiteren ermöglichte, sich organisatorisch weiterzuentwickeln.

Although from its beginnings the Social Democratic Party successfully sent members to the Reichstag, it was also subject to conflicts about parliamentary work. These dissensions revolved as much around the very principle of parliamentarism as around practical questions concerning the degree of Socialists' involvement in Parliament and the weight given to the parliamentary faction within the party. The purpose of this article is to compare the SPD's position in its early years when some leaders displayed strong antiparliamentarian standpoints with its position twenty years later, when a minority faction criticized the same leaders for being electoralist. In fact, the SPD, which showed contempt for Parliamentary work, actually gained strength for

decades through successive elections, notably those for the Reichstag, in which they acquired both an audience and new members.

INDEX

Index chronologique : XIXe siècle

Keywords : 19th century, Social Democracy, SPD, Reichstag, Liebknecht Wilhelm, Die Jungen

Schlüsselwörter : Sozialdemokratie, SPD, Reichstag, Bebel August, Die Jungen, Liebknecht Wilhelm, XIX. Jahrhundert

Mots-clés : social-démocratie, SPD, Reichstag, Liebknecht (Wilhelm), Jungen (die)

Index géographique : Allemagne

AUTEUR

ANNE DEFFARGES

Maître de conférences en allemand

CHEC, Centre d'Histoire « Espaces et Cultures », Clermont Université, Université Blaise-Pascal, EA 1001